

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(92)2391

Vol. 1992/0113

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

NOTE POUR LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/2035/92

N O R M A L E

Délai: JEUDI 17 DECEMBRE 1992 - 12 H

Observations éventuelles à M. B. MICHEL ou à Mlle R. DOYLE
bureau BREY. 13/12, tél. 52362/52984 (secrét. 52363)

Objet : Questions douanières
- transit communautaire

Proposition de Mme SCRIVENER

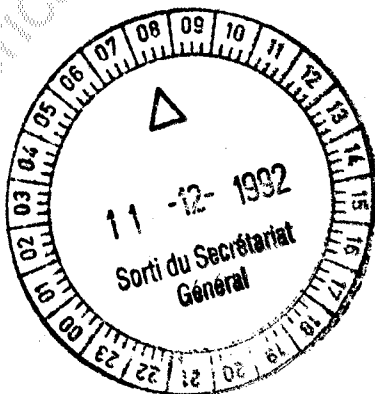
Décision proposée :

- approuver le projet de rapport de la Commission relatif à la mise en application du règlement (CEE) n° 2726/90 relatif au transit communautaire;
- à transmettre au Conseil;
- ne pas publier au JOCE.

Commentaire :

Ce projet est établi en vertu de l'article 47 du règlement en cause.

Selon le service responsable, ce projet ne comporte pas d'incidences financières pour le budget communautaire.



D.F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. WILMOTT, PERISSICH, LEGRAS, DEWOST

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s)

XXI /B/1 Union Douanière et Fiscalité Indirecte

Service(s) associé(s)

- pour accord -

III	Marché Intérieur et Affaires Industrielles	: Accord
VI	Agriculture	: Accord

- pour avis -

SJ	Service Juridique	: Avis favorable
----	-------------------	------------------

Langue originale	: FR
------------------	------

Le document est disponible au Secrétariat Général (BREY 13/17) pour consultation dans les langues officielles.

COMMUNICATION A LA COMMISSION

OBJET: Projet de rapport de la Commission au Conseil relatif à la mise en application du Règlement (CEE) n° 2726/90 du Conseil relatif au transit communautaire.

1. Le Règlement (CEE) n° 2726/90 (J.O. n° L 262 du 26.9.1990) a apporté au régime du transit communautaire les réformes indispensables à la réalisation en termes douaniers du Marché intérieur et à la suppression des frontières internes au 1er janvier 1993.
2. En vertu de l'article 47, paragraphe 2 du Règlement précité, le Conseil procède, avant le 1er octobre 1992, au réexamen de ce règlement sur la base d'un rapport de la Commission concernant l'état des travaux d'harmonisation des dispositions relatives à la réalisation du marché intérieur qui sont nécessaires à la bonne application dudit règlement. Ce rapport est assorti d'éventuelles propositions sur lesquelles le Conseil se prononce à la majorité qualifiée.
3. Le projet, ci-joint, de ce rapport, est le fruit d'un travail de collaboration entre les différents services de la Commission responsables de l'élimination des contrôles et des formalités aux frontières intérieures et sous le contrôle du Service juridique.
4. Ce rapport vise tout d'abord à faire le point des travaux d'harmonisation relatifs à la réalisation du marché intérieur, tant dans le domaine législatif, dans le domaine des mesures d'application et dans le domaine de la coopération administrative. Sur la base des éléments ainsi disponibles, il conclut à la possibilité d'une application effective du Règlement n° 2726/90 dès le 1er janvier 1993, tout en n'écartant pas la possibilité de pallier d'éventuelles difficultés en recourant de manière ponctuelle au régime du transit communautaire selon les termes dudit règlement.
5. Il est demandé à la Commission d'approuver ce rapport par la voie de la procédure écrite en vue de sa transmission au Conseil.

Projet de rapport de la Commission au Conseil
relatif à la mise en application du Règlement (CEE) n° 2726/90
du Conseil relatif au transit communautaire

INTRODUCTION

1. L'article 47, paragraphe 2 du Règlement (CEE) n° 2726/90 prévoit que le Conseil procède avant le 1.10.1992 au réexamen de ce règlement, sur la base d'un rapport de la Commission concernant l'état des travaux d'harmonisation des dispositions relatives à la réalisation du marché intérieur qui sont nécessaires à la bonne application dudit règlement. Le rapport est assorti d'éventuelles propositions sur lesquelles le Conseil se prononce à la majorité qualifiée.
2. Le Règlement (CEE) n° 2726/90 a pour objet d'adapter les règles douanières applicables à la circulation intracommunautaire des marchandises aux impératifs du Marché unique tels qu'ils découlent de l'article 8 A du Traité.
3. Pour réaliser cet objectif, ce règlement a apporté au régime du transit communautaire un certain nombre de réformes en profondeur, lesquelles peuvent, pour l'essentiel, se schématiser comme suit :

A. Champ d'application :

Les procédures du transit communautaire ne sont plus applicables que pour la circulation intracommunautaire :

- 1° des marchandises tierces ;
- 2° des marchandises communautaires qui font l'objet d'une mesure nécessitant leur exportation à destination d'un pays tiers ;
- 3° des marchandises communautaires expédiées avec emprunt des territoires des pays de l'AELE ;
- 4° des marchandises communautaires qui, dans les échanges avec l'Espagne et le Portugal ne bénéficient pas encore de l'élimination totale des droits de douane ou d'autres mesures prévues par l'acte d'adhésion ;
- 5° des marchandises communautaires expédiées dans des cas où une disposition communautaire a expressément prévu l'application de la procédure du transit communautaire et, notamment, dans le cas décrit au point 10, ci-dessous.

B. Caractère communautaire des marchandises

Toutes les marchandises circulant à l'intérieur du territoire de la Communauté sont réputées communautaires, sauf s'il est établi qu'elles ne possèdent pas ce caractère.

C. Frontières intérieures

Même pour les marchandises à l'égard desquelles le transit communautaire demeure applicable (voir sous A), il n'est plus effectué de formalités ni de contrôles lors du franchissement des frontières intérieures.

4. Les dispositions relatives à l'application du Règlement (CEE) n° 2726/90 ont été arrêtées par le Règlement (CEE) n° 1214/92 de la Commission du 21 avril 1992 (JO n° L 132 du 16 mai 1992).

Indépendamment des règles techniques liées au fonctionnement des procédures du transit communautaire, ce règlement s'est attaché principalement à apporter un certain nombre de simplifications à ces procédures notamment pour les transports par chemin de fer, par air, par mer et par canalisation.

5. Il convient de noter également que le Conseil a adopté le 21 mars 1991 le Règlement (CEE) n° 717/91 relatif au document administratif unique (JO n° L 78 du 26.3.91). Les mesures d'application de ce règlement font l'objet du Règlement (CEE) n° 2453/92 de la Commission du 31 juillet 1992 (JO n° L 249 du 28 août 1992).

SITUATION ACTUELLE DES TRAVAUX D'HARMONISATION RELATIFS A LA REALISATION DU MARCHE INTERIEUR

6. La Commission a rendu publique sa position sur l'interprétation à donner à l'art.8A; pour la Commission l'art. 8A crée pour les Institutions communautaires et les Etats membres une obligation de résultat quant à la suppression des contrôles aux frontières. Dès lors, le règlement (CEE) n° 2726/90 doit être analysé à la lumière de cette interprétation; en d'autres termes, au 1er janvier 1993, les administrations nationales ne pourront plus intervenir aux frontières intracommunautaires pour contrôler un quelconque document douanier.
7. La réalisation de l'article 8A passe par la mise en oeuvre du Livre blanc de la Commission sur l'achèvement du marché intérieur (Déclaration de la conférence intergouvernementale). Comme la Commission l'a indiqué dans son 7ème rapport sur la mise en oeuvre du Livre blanc, les quelques décisions qui restent à prendre n'ont aucune relation avec la suppression des contrôles aux frontières. Les dispositions d'harmonisation prises suppriment la justification de l'utilisation du régime du transit communautaire interne sauf dans des cas particuliers (par exemple échanges intracommunautaires avec emprunt du territoire de l'AELE).
8. Dans le domaine de la coopération administrative, tout permet de considérer que la mise en oeuvre de moyens télématiques aux échéances requises apportera aux administrations d'ici la fin de l'année, les instruments de coopération, en priorité dans les secteurs où l'application des actes communautaires requiert cette coopération.

9. S'agissant des conditions de la circulation des marchandises dès le 1.1.1993, et de leur impact sur la mise en oeuvre de la réforme du transit communautaire, notamment en ce qui concerne le champ d'application de celui-ci, le bilan, notamment sur le plan législatif des actions entreprises au niveau communautaire est d'ores et déjà très largement positif.
10. L'on ne peut cependant pas exclure totalement que des difficultés demeurent ou surviennent dans certains secteurs spécifiques très limités particulièrement en termes de fonctionnement des dispositions arrêtées en vue d'assurer la libre circulation des marchandises. Dès lors, il est loisible pour un secteur donné de prendre, en cas de nécessité et dans les limites qu'il détermine, une mesure ad hoc recourant à l'utilisation du régime du transit communautaire interne applicable en vertu du Règlement n° 2726/90. Celui-ci s'appliquerait au cas d'espèce, selon toutes ses composantes et en particulier avec exclusion totale de tous contrôles et formalités lors du passage aux frontières intérieures.

Dans ce contexte, la Commission a d'ores et déjà adopté des dispositions complémentaires aux règlements n°s 2726/90 et 717/91 du Conseil afin de rendre applicables les dispositions relatives au transit communautaire et au document administratif unique aux échanges de marchandises avec les parties du territoire douanier de la Communauté qui, en application de dispositions spécifiques du traité, sont exclues des dispositions communautaires en matière de TVA et d'accises ou entre ces parties du territoire douanier.

Bien évidemment le recours à une telle solution de nature ponctuelle suppose que le Règlement n° 2726/90, qui en contient le principe, soit opérationnel.

CONCLUSIONS:

11. - Les éléments disponibles actuellement permettent de considérer que, notamment sur le plan normatif, les conditions seront réunies en temps utile pour permettre l'application effective du Règlement n° 2726/90 au 1er janvier 1993, sans qu'il soit nécessaire d'y apporter des modifications ;
- La mise en application de ce règlement à cette date s'impose d'ailleurs de manière impérative afin notamment de donner vigueur à la disposition qui permettrait, par le recours ponctuel au régime du transit communautaire, de pallier d'éventuelles difficultés.

MITTEILUNG AN DIE KOMMISSION

Betreff: Entwurf für einen Bericht der Kommission an den Rat über das Inkrafttreten der Verordnung (EWG) Nr. 2726/90 des Rates über das gemeinschaftliche Versandverfahren

1. Die Verordnung (EWG) Nr. 2726/90 (ABL. L Nr. 262 vom 26.9.1990) brachte für das gemeinschaftliche Versandverfahren die Reformen, die auf dem Zollsektor für die Verwirklichung des Binnenmarktes und für die Aufhebung der Binnengrenzen am 1. Januar 1993 unbedingt nötig sind.
2. Gemäß Artikel 47 Absatz 2 der vorgenannten Verordnung nimmt der Rat vor dem 1. Oktober 1992 eine nochmalige Prüfung dieser Verordnung auf Grundlage eines Berichtes der Kommission über den Stand der Harmonisierung der Bestimmungen für den Binnenmarkt vor, die zur zweckgerechten Anwendung der genannten Verordnung notwendig ist. Dieser Bericht soll von etwaigen Vorschlägen begleitet werden, über die der Rat mit qualifizierter Mehrheit entscheidet.
3. Der beigefügte Entwurf ist das Ergebnis einer Untersuchung, die in enger Zusammenarbeit mit den verschiedenen Dienststellen der Kommission durchgeführt wurde, die für die Abschaffung der Kontrollen und Formalitäten an den Binnengrenzen verantwortlich sind; er wurde vom Juristischen Dienst geprüft.

4. Dieser Bericht dient in erster Linie dazu, den Stand der Arbeiten im Bereich der Harmonisierungen darzustellen, die im Bereich der Gesetzgebung, der Durchführungsbestimmungen und der Zusammenarbeit der Verwaltungen zur Verwirklichung des Binnenmarktes geleistet wurden. Auf der Grundlage der zur Verfügung stehenden Angaben kommt er zu der Schlußfolgerung, daß die Durchführung der Verordnung (EWG) Nr. 2726/90 in der Tat ab 1. Januar 1993 möglich ist; er schließt nicht die Möglichkeit aus, zur Behebung gewisser begrenzter Schwierigkeiten, die sich möglicherweise ergeben könnten, im Rahmen dieser Verordnung auf das gemeinschaftliche Versandverfahren zurückzugreifen.
5. Es wird der Kommission vorgeschlagen, diesen Bericht im Wege des schriftlichen Verfahrens anzunehmen und ihn dem Rat zuzuleiten.

Historical Archives of the European Commission

Entwurf eines Berichts der Kommission an den Rat
über die Durchführung der Verordnung (EWG) Nr. 2726/90
des Rates über das gemeinschaftliche Versandverfahren

EINFÜHRUNG

1. Nach Artikel 47 Absatz 2 der Verordnung (EWG) Nr. 2726/90 überprüft der Rat "diese Verordnung vor dem 1. Oktober 1992 anhand eines Berichts der Kommission über den Stand der Harmonisierung der Bestimmungen zur Verwirklichung des Binnenmarkts, die für die einwandfreie Durchführung dieser Verordnung erforderlich sind. Diesem Bericht sind gegebenenfalls Vorschläge beigelegt, über die der Rat mit qualifizierter Mehrheit befindet."
2. Gegenstand der Verordnung (EWG) Nr. 2726/90 ist es, die Zollrechtsvorschriften für den innergemeinschaftlichen Warenverkehr an die Gegebenheiten des Binnenmarkts im Sinne von Artikel 8a Rom-Vertrag anzupassen.
3. Im Hinblick darauf enthält diese Verordnung eine Reihe einschneidender Reformen des gemeinschaftlichen Versandverfahrens, die im wesentlichen wie folgt gekennzeichnet werden können:

A. Anwendungsbereich

Die gemeinschaftlichen Versandverfahren gelten nur noch für den innergemeinschaftlichen Verkehr mit folgenden Waren:

- 1° Waren aus Drittländern (Nichtgemeinschaftswaren);
- 2° Gemeinschaftswaren, die Gegenstand einer Maßnahme sind, die einer ihre Ausfuhr in ein Drittland erforderlich machenden Gemeinschaftsmaßnahme unterzogen werden;
- 3° Gemeinschaftswaren, die über das Hoheitsgebiet eines EFTA-Staates befördert werden;
- 4° Gemeinschaftswaren, die im Handel mit Spanien und Portugal noch nicht in den Genuß des vollständigen Zollabbaus und der anderen in der Beitrittsakte vorgesehenen Maßnahmen kommen;
- 5° Gemeinschaftswaren, für die eine Gemeinschaftsbestimmung die Anwendung des gemeinschaftlichen Versandverfahrens ausdrücklich vorsieht, insbesondere in dem unter Punkt 10 aufgeführten Fall.

B. Status von Gemeinschaftswaren

Alle im Gebiet der Gemeinschaft beförderten Waren gelten als Gemeinschaftswaren, sofern nicht nachgewiesen wird, daß sie diese Eigenschaft nicht besitzen.

C. Binnengrenzen

Auch für dem gemeinschaftlichen Versandverfahren weiterhin unterworfenen Waren (siehe Buchstabe A) entfallen bei Überschreiten der Binnengrenzen sämtliche Förmlichkeiten und Kontrollen.

4. Die Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EWG) Nr. 2726/90 sind in der Verordnung (EWG) Nr. 1214/92 der Kommission vom 21. April 1992 (ABl. Nr. L 132 vom 16.5.1992) erlassen worden.

Abgesehen von praktischen Bestimmungen für die Abwicklung der gemeinschaftlichen Versandverfahren enthält diese Verordnung als wichtigste Elemente verschiedene Vereinfachungen der Verfahren insbesondere für die Beförderung im Eisenbahnverkehr, auf dem Luft- und Seeweg und durch Rohrleitungen.

5. Darüber hinaus hat der Rat am 21. März 1991 die Verordnung (EWG) Nr. 717/91 über das Einheitspapier (ABl. Nr. L 78 vom 26.3.1991) angenommen. Die Durchführungsverordnung dazu wurde mit der Verordnung (EWG) Nr. 2453/92 der Kommission vom 31. Juli 1992 (ABl. Nr. L 249 vom 28. August 1992).

STAND DER HARMONISIERUNGSARBEITEN BETREFFEND DEN BINNENMARKT

6. Die Kommission hat ihre Haltung zur Auslegung von Artikel 8A des Vertrages öffentlich vertreten; nach Meinung der Kommission erteilt Artikel 8A den Gemeinschaftsorganen und den Mitgliedstaaten eine Verpflichtung, die eine Abschaffung der Grenzkontrollen zur Folge hat. Die Verordnung (EWG) Nr. 2726/90 ist daher im Lichte einer solchen Auslegung zu sehen; mit anderen Worten: ab 1. Januar 1993 können die nationalen Verwaltungen an den innergemeinschaftlichen Grenzen nicht mehr tätig werden, um irgendwelche Zollpapiere zu prüfen.
7. Das Erreichen der Ziele des Artikels 8A wird mittels der Durchführung des Weissbuches der Kommission über die Verwirklichung des Binnenmarktes (Erklärung der Konferenz der Regierungen) bewirkt. Wie die Kommission in ihrem 7. Bericht über die Verwirklichung des Binnenmarktes angab, haben die wenigen Beschlüsse, die noch zu fassen sind, keinerlei Beziehungen zu der Abschaffung der Grenzkontrollen. Die zur Harmonisierung getroffenen Massnahmen nehmen der Anwendung des internen gemeinschaftlichen Versandverfahrens jede Berechtigung, abgesehen von besonderen Fällen (z.B. dem innergemeinschaftlichen Warenverkehr über das Gebiet von EFTA-Staaten).
8. Hinsichtlich der Zusammenarbeit der Verwaltungen kann davon ausgegangen werden, daß der Einsatz der Telematiktechnologien innerhalb der vorgesehenen Fristen den Verwaltungen bis Jahresende die notwendigen Instrumente für die Zusammenarbeit an die Hand gibt, insbesondere in den Bereichen, in denen die Anwendung von Gemeinschaftsakten diese Zusammenarbeit erforderlich macht.
9. Weitgehend positiv zu bewerten – insbesondere hinsichtlich der Rechtsvorschriften auf Gemeinschaftsebene – sind bereits heute die Bedingungen des Warenverkehrs ab 1.1.1993 und ihr Einfluß auf die Reform des gemeinschaftlichen Versandverfahrens, wobei in erster Linie an den Anwendungsbereich des Verfahrens gedacht ist.

10. Schwierigkeiten in bestimmten sehr gegrenzten Sonderbereichen sind jedoch nicht auszuschließen, vor allem im Zusammenhang mit den Vorschriften über die Sicherstellung des freien Warenverkehrs. Infolgedessen ist vorgesehen, daß das genannte Verfahren für Warenbeförderungen gilt, in denen eine Gemeinschaftsbestimmung die Anwendung des Verfahrens ausdrücklich vorgesehen hat. Ein Wirtschaftssektor kann mithin erforderlichenfalls innerhalb eines von ihm selbst bestimmten Rahmens eine Ad-hoc-Maßnahme zur Inanspruchnahme des internen gemeinschaftlichen Versandverfahrens nach Maßgabe der Verordnung (EWG) Nr. 2726/90 ergreifen. Dieses Verfahren gilt dann für den betreffenden Sonderfall ohne jede Einschränkung, insbesondere entfallen alle Kontrollen und Förmlichkeiten an den Binnengrenzen.

In diesem Zusammenhang hat die Kommission bereits ergänzende Massnahmen zu den Verordnungen (EWG) Nrn. 2726/90 und 717/91 des Rates erlassen, um die Bestimmungen über das gemeinschaftliche Versandverfahren und das Einheitspapier im Warenverkehr mit Teilen des Zollgebietes der Gemeinschaft anwenden zu können, in denen die Gemeinschaftsvorschriften über die Mehrwert- und Verbrauchsteuern in Anwendung spezifischer Regelungen des Vertrages nicht gelten, sowie zwischen diesen Teilen des Zollgebietes.

Voraussetzung für eine solche punktuelle Lösung ist selbstverständlich, daß die Verordnung (EWG) Nr. 2726/90, die den entsprechenden Grundsatz enthält, selbst anwendbar ist.

SCHLUSSBEMERKUNGEN

11. - Nach dem derzeitigen Stand der Dinge, insbesondere auf gesetzgeberischer Ebene, sind mit großer Sicherheit sämtliche Voraussetzungen rechtzeitig gegeben, um die Anwendung der Verordnung (EWG) Nr. 2726/90 am 1. Januar 1993 ohne Änderungen irgendeiner Art zu ermöglichen.
- Im übrigen ist die Anwendung dieser Verordnung ab diesem Termin unerläßlich, damit vor allem die Bestimmung in Anspruch genommen werden kann, die bei etwaigen Schwierigkeiten die punktuelle Inanspruchnahme des gemeinschaftlichen Versandverfahrens zuläßt.

MEMORANDUM TO THE COMMISSION

Subject: Draft report of the Commission to the Council concerning the implementation of Council Regulation (EEC) No 2726/90 on Community transit.

1. Regulation (EEC) No 2726/90 (OJ No L262 of 26.9.90) contains indispensable reforms of the Community transit procedure for the completion in customs terms of the Internal Market and the abolition of internal frontiers on 1 January 1993.
2. Under Article 47 (2) of this Regulation, the Council shall before 1 October 1992 review the Regulation on the basis of a progress report from the Commission on the harmonization of provisions on the achievement of the internal market which are necessary for the correct application of this Regulation. This report shall be accompanied by proposals, should there be any, on which the Council shall decide by a qualified majority.
3. The attached draft report is the result of collaboration between various Commission services which are responsible for the elimination of controls and formalities at internal frontiers and the comments of the Legal Service.
4. The report aims firstly to take stock of the state of harmonization work concerning the completion of the Internal Market, in the areas of legislation, application and administrative cooperation. On the basis of this information it concludes that it is possible to apply Regulation (EEC) No 2726/90 effectively from 1 January 1993. This does not exclude the possibility of mitigating any difficulties that may arise by recourse, on a case by case basis as and when necessary, to the Community transit procedure under the terms of the said Regulation.
5. The Commission is requested to approve this report under the written procedure with a view to submission to the Council.

Draft Commission report to the Council
concerning the application of Council Regulation
(EEC) No 2726/90 on Community transit

INTRODUCTION

1. Article 47(2) of Regulation (EEC) No 2726/90 stipulates that "before 1 October 1992, the Council shall review this Regulation on the basis of a progress report from the Commission on the harmonization of provisions on the achievement of the internal market which are necessary for the correct application of this Regulation. The report shall be accompanied by proposals, should there be any, on which the Council shall decide by a qualified majority."
2. Regulation (EEC) No 2726/90 is designed to adapt the customs rules applying to the movement of goods within the Community to the requirements of the single market as laid down in Article 8a of the Treaty.
3. To that end, the Regulation introduces a number of far-reaching changes, the key aspects of which can be summarized as follows:

A. Scope

Community transit procedures are applicable only to the movement within the Community of:

1. non-Community goods;
2. Community goods which are subject to a Community measure requiring their export to a non-Community country;
3. Community goods which are consigned through the territory of one or more EFTA countries;
4. Community goods which, in respect of trade with Spain and Portugal, are not yet covered by the total abolition of customs duties or other measures laid down in the Act of Accession;
5. Community goods, in cases where a Community provision expressly provides for the application of the Community transit procedure and notably in the case described in point 10 below.

B. Community status of goods

All goods moving within the customs territory of the Community shall be deemed to be Community goods unless it is established that they do not enjoy Community status.

C. Internal borders

Formalities and checks are no longer carried out at internal borders, even in respect of goods that are still subject to the Community transit procedure (see point A).

4. The provisions governing the application of Regulation (EEC) No 2726/90 are laid down in Commission Regulation (EEC) No 1214/92 of 21 April 1992 (OJ L 132, 16.5.1992).

In addition to laying down the technical rules governing the operation of Community transit procedures, this Regulation is primarily designed to simplify these procedures for the rail, air, sea and inland waterway transport sectors.

5. On 21 March 1991 the Council adopted Regulation (EEC) No 717/91 concerning the single administrative document (OJ L 78, 26.3.1991). The measures governing the application of this Regulation are laid down in Commission Regulation (EEC) No 2453/92 of 31 July 1992 (O.J. No L 249 of 28 August 1992).

STATE OF PLAY AS REGARDS HARMONIZATION MEASURES CONCERNING THE COMPLETION OF THE SINGLE MARKET

6. The Commission has made public its position on the interpretation of article 8A; for the Commission, Article 8A creates for the Community institutions and the Member States an obligation to abolish controls at frontiers. Therefore, Regulation (EEC) 2726/90 must be analysed in the light of this interpretation. In other words, on 1st January 1993, national administrations will not be able to intervene at intra-Community frontiers for control purposes on any customs document.
7. Article 8A is a direct consequence of the implementation of the Commission white paper on the achievement of the internal market (Declaration of the Inter-Governmental Conference). As the Commission indicated in its 7th report on the implementation of the white paper, the decisions which remain to be taken are not concerned with the abolition of controls at frontiers. The harmonization measures abolish the justification for the use of the internal Community transit procedure except in special cases (for example intra-community movements crossing the territories of EFTA countries).
8. As regards administrative cooperation, the installation of computerized telecommunications on schedule should by the end of the year give the Member States' administrations the tools to cooperate, with priority going to the fields in which the application of Community legislation requires such cooperation.
9. As regards the conditions governing the movement of goods from 1 January 1993, and the impact of these conditions on the implementation of the Community transit reforms, particularly in terms of scope, the situation regarding measures taken at Community level - especially in respect of legislation - is already very positive.

10. Nevertheless, the possibility of problems remaining unsolved or new ones arising in certain very limited sectors cannot be entirely discounted, particularly in terms of the practical application of the provisions adopted with a view to securing the free movement of goods. Then where such action is essential and within limits determined by the sector itself, ad hoc measures could be taken applying the internal Community transit procedure in line with Regulation No 2726/90 to the category in question. The procedure would be applied in its entirety, especially with regard to the total absence of internal border controls and formalities.

In this context the Commission has already adopted some additional provisions to Council Regulations Nos 2726/90 and 717/91 in order to apply the provisions of Community transit and the single administrative document to the movement of goods from and to or between the parts of the customs territory of the Community which pursuant to specific provisions of the treaty, are excluded from Community measures in respect of VAT and Excise.

It goes without saying that the adoption of an ad hoc solution of this kind would require Regulation No 2726/90, which contains the relevant principle, to be operational.

CONCLUSIONS

11. The current indication is that - particularly as regards the legislative framework - all the necessary measures will be in place in time for the implementation of Regulation No 2726/90 to go ahead without amendments on 1 January 1993;

The implementation of this Regulation on the scheduled date is essential, if only to bring into force the clause providing for the ad hoc application of the Community transit procedure to overcome any difficulties that may arise.

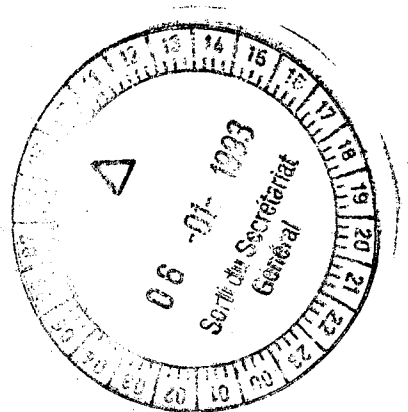
COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

SEC(92) 2391 final

Bruxelles, le 17 décembre 1992

RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL

relatif à la mise en application du Règlement (CEE) n° 2726/90
du Conseil relatif au transit communautaire



rapport de la Commission au Conseil
relatif à la mise en application du Règlement (CEE) n° 2726/90
du Conseil relatif au transit communautaire

INTRODUCTION

1. L'article 47, paragraphe 2 du Règlement (CEE) n° 2726/90 prévoit que le Conseil procède avant le 1.10.1992 au réexamen de ce règlement, sur la base d'un rapport de la Commission concernant l'état des travaux d'harmonisation des dispositions relatives à la réalisation du marché intérieur qui sont nécessaires à la bonne application dudit règlement. Le rapport est assorti d'éventuelles propositions sur lesquelles le Conseil se prononce à la majorité qualifiée.
2. Le Règlement (CEE) n° 2726/90 a pour objet d'adapter les règles douanières applicables à la circulation intracommunautaire des marchandises aux impératifs du Marché unique tels qu'ils découlent de l'article 8 A du Traité.
3. Pour réaliser cet objectif, ce règlement a apporté au régime du transit communautaire un certain nombre de réformes en profondeur, lesquelles peuvent, pour l'essentiel, se schématiser comme suit :

A. Champ d'application :

Les procédures du transit communautaire ne sont plus applicables que pour la circulation intracommunautaire :

- 1° des marchandises tierces ;
- 2° des marchandises communautaires qui font l'objet d'une mesure nécessitant leur exportation à destination d'un pays tiers ;
- 3° des marchandises communautaires expédiées avec emprunt des territoires des pays de l'AELE ;
- 4° des marchandises communautaires qui, dans les échanges avec l'Espagne et le Portugal ne bénéficient pas encore de l'élimination totale des droits de douane ou d'autres mesures prévues par l'acte d'adhésion ;
- 5° des marchandises communautaires expédiées dans des cas où une disposition communautaire a expressément prévu l'application de la procédure du transit communautaire et, notamment, dans le cas décrit au point 10, ci-dessous.

B. Caractère communautaire des marchandises

Toutes les marchandises circulant à l'intérieur du territoire de la Communauté sont réputées communautaires, sauf s'il est établi qu'elles ne possèdent pas ce caractère.

C. Frontières intérieures

Même pour les marchandises à l'égard desquelles le transit communautaire demeure applicable (voir sous A), il n'est plus effectué de formalités ni de contrôles lors du franchissement des frontières intérieures.

4. Les dispositions relatives à l'application du Règlement (CEE) n° 2726/90 ont été arrêtées par le Règlement (CEE) n° 1214/92 de la Commission du 21 avril 1992 (JO n° L 132 du 16 mai 1992).

Indépendamment des règles techniques liées au fonctionnement des procédures du transit communautaire, ce règlement s'est attaché principalement à apporter un certain nombre de simplifications à ces procédures notamment pour les transports par chemin de fer, par air, par mer et par canalisation.

5. Il convient de noter également que le Conseil a adopté le 21 mars 1991 le Règlement (CEE) n° 717/91 relatif au document administratif unique (JO n° L 78 du 26.3.91). Les mesures d'application de ce règlement font l'objet du Règlement (CEE) n° 2453/92 de la Commission du 31 juillet 1992 (JO n° L 249 du 28 août 1992).

SITUATION ACTUELLE DES TRAVAUX D'HARMONISATION RELATIFS A LA REALISATION DU MARCHE INTERIEUR

6. La Commission a rendu public sa position sur l'interprétation à donner à l'art.8A; pour la Commission l'art. 8A crée pour les institutions communautaires et les Etats membres une obligation de résultat quant à la suppression des contrôles aux frontières. Dès lors, le règlement (CEE) n° 2726/90 doit être analysé à la lumière de cette interprétation; en d'autres termes, au 1er janvier 1993, les administrations nationales ne pourront plus intervenir aux frontières intracommunautaires pour contrôler un quelconque document douanier.
7. La réalisation de l'article 8A passe par la mise en oeuvre du Livre blanc de la Commission sur l'achèvement du marché intérieur (Déclaration de la conférence intergouvernementale). Comme la Commission l'a indiqué dans son 7ème rapport sur la mise en oeuvre du Livre blanc, les quelques décisions qui restent à prendre n'ont aucune relation avec la suppression des contrôles aux frontières. Les dispositions d'harmonisation prises suppriment la justification de l'utilisation du régime du transit communautaire interne sauf dans des cas particuliers (par exemple échanges intracommunautaires avec emprunt du territoire de l'AELE).
8. Dans le domaine de la coopération administrative, tout permet de considérer que la mise en oeuvre de moyens télématiques aux échéances requises apportera aux administrations d'ici la fin de l'année, les instruments de coopération, en priorité dans les secteurs où l'application des actes communautaires requiert cette coopération.

9. S'agissant des conditions de la circulation des marchandises dès le 1.1.1993, et de leur impact sur la mise en oeuvre de la réforme du transit communautaire, notamment en ce qui concerne le champ d'application de celui-ci, le bilan, notamment sur le plan législatif des actions entreprises au niveau communautaire est d'ores et déjà très largement positif.
10. L'on ne peut cependant pas exclure totalement que des difficultés demeurent ou surviennent dans certains secteurs spécifiques très limités particulièrement en termes de fonctionnement des dispositions arrêtées en vue d'assurer la libre circulation des marchandises. Dès lors, il est loisible pour un secteur donné de prendre, en cas de nécessité et dans les limites qu'il détermine, une mesure ad hoc recourant à l'utilisation du régime du transit communautaire interne applicable en vertu du Règlement n° 2726/90. Celui-ci s'appliquerait au cas d'espèce, selon toutes ses composantes et en particulier avec exclusion totale de tous contrôles et formalités lors du passage aux frontières intérieures.

Dans ce contexte, la Commission a d'ores et déjà adopté des dispositions complémentaires aux règlements n°s 2726/90 et 717/91 du Conseil afin de rendre applicables les dispositions relatives au transit communautaire et au document administratif unique aux échanges de marchandises avec les parties du territoire douanier de la Communauté qui, en application de dispositions spécifiques du traité, sont exclues des dispositions communautaires en matière de TVA et d'accises ou entre ces parties du territoire douanier.

Bien évidemment le recours à une telle solution de nature ponctuelle suppose que le Règlement n° 2726/90, qui en contient le principe, soit opérationnel.

CONCLUSIONS:

11. - Les éléments disponibles actuellement permettent de considérer que, notamment sur le plan normatif, les conditions seront réunies en temps utile pour permettre l'application effective du Règlement n° 2726/90 au 1er janvier 1993, sans qu'il soit nécessaire d'y apporter des modifications ;
- La mise en application de ce règlement à cette date s'impose d'ailleurs de manière impérative afin notamment de donner vigueur à la disposition qui permettrait, par le recours ponctuel au régime du transit communautaire, de pallier d'éventuelles difficultés.

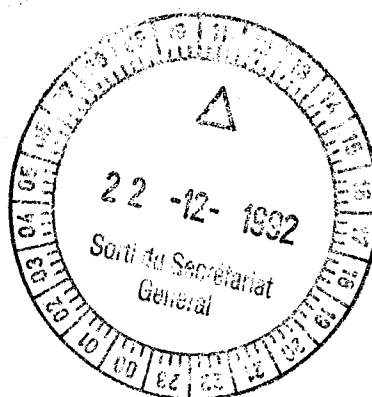
KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

SEK(92) 2391 endg.

Brüssel, den 17. Dezember 1992

BERICHT DER KOMMISSION AN DEN RAT

über die Durchführung der Verordnung (EWG) Nr. 2726/90
des Rates über das gemeinschaftliche Versandverfahren



1a -

Berichts der Kommission an den Rat
über die Durchführung der Verordnung (EWG) Nr. 2726/90
des Rates über das gemeinschaftliche Versandverfahren

EINFÜHRUNG

1. Nach Artikel 47 Absatz 2 der Verordnung (EWG) Nr. 2726/90 überprüft der Rat "diese Verordnung vor dem 1. Oktober 1992 anhand eines Berichts der Kommission über den Stand der Harmonisierung der Bestimmungen zur Verwirklichung des Binnenmarkts, die für die einwandfreie Durchführung dieser Verordnung erforderlich sind. Diesem Bericht sind gegebenenfalls Vorschläge beigelegt, über die der Rat mit qualifizierter Mehrheit befindet."
2. Gegenstand der Verordnung (EWG) Nr. 2726/90 ist es, die Zollrechtsvorschriften für den innergemeinschaftlichen Warenverkehr an die Gegebenheiten des Binnenmarkts im Sinne von Artikel 8a Rom-Vertrag anzupassen.
3. Im Hinblick darauf enthält diese Verordnung eine Reihe einschneidender Reformen des gemeinschaftlichen Versandverfahrens, die im wesentlichen wie folgt gekennzeichnet werden können:

A. Anwendungsbereich

Die gemeinschaftlichen Versandverfahren gelten nur noch für den innergemeinschaftlichen Verkehr mit folgenden Waren:

- 1° Waren aus Drittländern (Nichtgemeinschaftswaren);
- 2° Gemeinschaftswaren, die Gegenstand einer Maßnahme sind, die einer ihre Ausfuhr in ein Drittland erforderlich machenden Gemeinschaftsmaßnahme unterzogen werden;
- 3° Gemeinschaftswaren, die über das Hoheitsgebiet eines EFTA-Staates befördert werden;
- 4° Gemeinschaftswaren, die im Handel mit Spanien und Portugal noch nicht in den Genuß des vollständigen Zollabbaus und der anderen in der Beitrittsakte vorgesehenen Maßnahmen kommen;
- 5° Gemeinschaftswaren, für die eine Gemeinschaftsbestimmung die Anwendung des gemeinschaftlichen Versandverfahrens ausdrücklich vorsieht, insbesondere in dem unter Punkt 10 aufgeführten Fall.

B. Status von Gemeinschaftswaren

Alle im Gebiet der Gemeinschaft beförderten Waren gelten als Gemeinschaftswaren, sofern nicht nachgewiesen wird, daß sie diese Eigenschaft nicht besitzen.

C. Binnengrenzen

Auch für dem gemeinschaftlichen Versandverfahren weiterhin unterworfenen Waren (siehe Buchstabe A) entfallen bei Überschreiten der Binnengrenzen sämtliche Förmlichkeiten und Kontrollen.

4. Die Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EWG) Nr. 2726/90 sind in der Verordnung (EWG) Nr. 1214/92 der Kommission vom 21. April 1992 (ABl. Nr. L 132 vom 16.5.1992) erlassen worden.

Abgesehen von praktischen Bestimmungen für die Abwicklung der gemeinschaftlichen Versandverfahren enthält diese Verordnung als wichtigste Elemente verschiedene Vereinfachungen der Verfahren insbesondere für die Beförderung im Eisenbahnverkehr, auf dem Luft- und Seeweg und durch Rohrleitungen.

5. Darüber hinaus hat der Rat am 21. März 1991 die Verordnung (EWG) Nr. 717/91 über das Einheitspapier (ABl. Nr. L 78 vom 26.3.1991) angenommen. Die Durchführungsverordnung dazu wurde mit der Verordnung (EWG) Nr. 2453/92 der Kommission vom 31. Juli 1992 (ABl. Nr. L 249 vom 28. August 1992).

STAND DER HARMONISIERUNGSARBEITEN BETREFFEND DEN BINNENMARKT

6. Die Kommission hat ihre Haltung zur Auslegung von Artikel 8A des Vertrages öffentlich vertreten; nach Meinung der Kommission erteilt Artikel 8A den Gemeinschaftsorganen und den Mitgliedstaaten eine Verpflichtung, die eine Abschaffung der Grenzkontrollen zur Folge hat. Die Verordnung (EWG) Nr. 2726/90 ist daher im Lichte einer solchen Auslegung zu sehen; mit anderen Worten: ab 1. Januar 1993 können die nationalen Verwaltungen an den innergemeinschaftlichen Grenzen nicht mehr tätig werden, um irgendwelche Zollpapiere zu prüfen.
7. Das Erreichen der Ziele des Artikels 8A wird mittels der Durchführung des Weissbuches der Kommission über die Verwirklichung des Binnenmarktes (Erklärung der Konferenz der Regierungen) bewirkt. Wie die Kommission in ihrem 7. Bericht über die Verwirklichung des Binnenmarktes angab, haben die wenigen Beschlüsse, die noch zu fassen sind, keinerlei Beziehungen zu der Abschaffung der Grenzkontrollen. Die zur Harmonisierung getroffenen Massnahmen nehmen der Anwendung des internen gemeinschaftlichen Versandverfahrens jede Berechtigung, abgesehen von besonderen Fällen (z.B. dem innergemeinschaftlichen Warenverkehr über das Gebiet von EFTA-Staaten).
8. Hinsichtlich der Zusammenarbeit der Verwaltungen kann davon ausgegangen werden, daß der Einsatz der Telematiktechnologien innerhalb der vorgesehenen Fristen den Verwaltungen bis Jahresende die notwendigen Instrumente für die Zusammenarbeit an die Hand gibt, insbesondere in den Bereichen, in denen die Anwendung von Gemeinschaftsakten diese Zusammenarbeit erforderlich macht.
9. Weitgehend positiv zu bewerten – insbesondere hinsichtlich der Rechtsvorschriften auf Gemeinschaftsebene – sind bereits heute die Bedingungen des Warenverkehrs ab 1.1.1993 und ihr Einfluß auf die Reform des gemeinschaftlichen Versandverfahrens, wobei in erster Linie an den Anwendungsbereich des Verfahrens gedacht ist.

10. Schwierigkeiten in bestimmten sehr begrenzten Sonderbereichen sind jedoch nicht auszuschließen, vor allem im Zusammenhang mit den Vorschriften über die Sicherstellung des freien Warenverkehrs. Infolgedessen ist vorgesehen, daß das genannte Verfahren für Warenbeförderungen gilt, in denen eine Gemeinschaftsbestimmung die Anwendung des Verfahrens ausdrücklich vorgesehen hat. Ein Wirtschaftssektor kann mithin erforderlichenfalls innerhalb eines von ihm selbst bestimmten Rahmens eine Ad-hoc-Maßnahme zur Inanspruchnahme des internen gemeinschaftlichen Versandverfahrens nach Maßgabe der Verordnung (EWG) Nr. 2726/90 ergreifen. Dieses Verfahren gilt dann für den betreffenden Sonderfall ohne jede Einschränkung, insbesondere entfallen alle Kontrollen und Förmlichkeiten an den Binnengrenzen.

In diesem Zusammenhang hat die Kommission bereits ergänzende Massnahmen zu den Verordnungen (EWG) Nrn. 2726/90 und 717/91 des Rates erlassen, um die Bestimmungen über das gemeinschaftliche Versandverfahren und das Einheitspapier im Warenverkehr mit Teilen des Zollgebietes der Gemeinschaft anwenden zu können, in denen die Gemeinschaftsvorschriften über die Mehrwert- und Verbrauchsteuern in Anwendung spezifischer Regelungen des Vertrages nicht gelten, sowie zwischen diesen Teilen des Zollgebietes.

Voraussetzung für eine solche punktuelle Lösung ist selbstverständlich, daß die Verordnung (EWG) Nr. 2726/90, die den entsprechenden Grundsatz enthält, selbst anwendbar ist.

SCHLUSSBEMERKUNGEN

11. - Nach dem derzeitigen Stand der Dinge, insbesondere auf gesetzgeberischer Ebene, sind mit großer Sicherheit sämtliche Voraussetzungen rechtzeitig gegeben, um die Anwendung der Verordnung (EWG) Nr. 2726/90 am 1. Januar 1993 ohne Änderungen irgendeiner Art zu ermöglichen.
- Im übrigen ist die Anwendung dieser Verordnung ab diesem Termin unerläßlich, damit vor allem die Bestimmung in Anspruch genommen werden kann, die bei etwaigen Schwierigkeiten die punktuelle Inanspruchnahme des gemeinschaftlichen Versandverfahrens zuläßt.

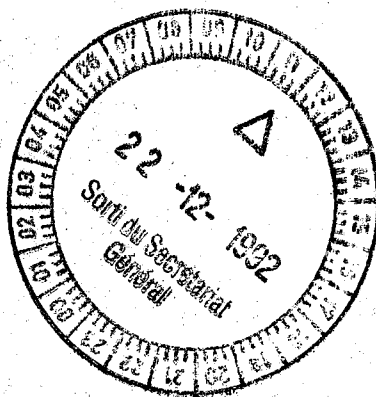
COMMISSIONE DELLE COMUNITA EUROPEE

EC(92) 2391 def.

Bruxelles, 17 dicembre 1992

RELAZIONE DELLA COMMISSIONE AL CONSIGLIO

sulla messa in applicazione del regolamento (CEE) n. 2726/90
del Consiglio relativo al transito comunitario



122 -

relazione della Commissione al Consiglio
sulla messa in applicazione del regolamento (CEE) n. 2726/90
del Consiglio relativo al transito comunitario

INTRODUZIONE

1. L'articolo 47, paragrafo 2, del regolamento (CEE) n. 2726/90 stabilisce che il Consiglio riesamini anteriormente al 1° ottobre 1992 il predetto regolamento in base ad una relazione della Commissione sui lavori di armonizzazione delle disposizioni relative alla realizzazione del mercato interno, disposizioni necessarie per la corretta applicazione del suddetto regolamento. La relazione è corredata di eventuali proposte su cui il Consiglio si pronunzierà a maggioranza qualificata.
2. Scopo del regolamento (CEE) n. 2726/90 è di adattare le norme doganali applicabili alla circolazione intracomunitaria di merci ai condizionamenti del mercato unico quali risultano dall'articolo 8 A del trattato.
3. Per raggiungere tale obiettivo, il regolamento di cui sopra ha apportato al regime di transito comunitario un certo numero di modifiche che possono riassumersi, in sostanza, come segue:

A. Campo d'applicazione:

Le procedure di transito comunitario si applicano unicamente alla circolazione intracomunitaria:

- 1° di merci terze;
- 2° di merci comunitarie oggetto di una misura comportante la loro esportazione in un paese terzo;
- 3° di merci comunitarie spedite attraverso il territorio dei paesi EFTA;
- 4° di merci comunitarie che, negli scambi con la Spagna e il Portogallo, non beneficiano ancora della completa soppressione dei dazi doganali od altre misure previste dall'atto di adesione;
- 5° di merci comunitarie spedite nei casi in cui una disposizione comunitaria abbia espressamente previsto l'applicazione della procedura di transito comunitario e, in particolar modo, nel caso qui di seguito descritto, al punto 10.

B. Carattere comunitario delle merci

Tutte le merci circolanti nel territorio della Comunità sono da considerarsi merci comunitarie, tranne quando si accerti che non posseggono tale carattere.

C. Frontiere interne

All'atto dell'attraversamento delle frontiere interne non verrà più effettuata alcuna formalità né alcun controllo neppure per le merci nei cui confronti continua ad essere applicabile il transito comunitario (vedasi sub A).

4. Le disposizioni relative all'applicazione del regolamento (CEE) n. 2726/90 sono state adottate con regolamento (CEE) n. 1214/92 della Commissione, del 21 aprile 1992 (GU n. L 132 del 16 maggio 1992).

Indipendentemente dalle disposizioni tecniche connesse al funzionamento delle procedure di transito comunitario, il suddetto regolamento ha introdotto, in particolare, un certo numero di semplificazioni di queste procedure segnatamente nel settore dei trasporti su rotaia, per via aerea, via mare e per condotta.

5. Da notare anche che il 21 marzo 1991 il Consiglio ha adottato il regolamento (CEE) n. 717/91 relativo al documento amministrativo unico (GU n. L 78 del 26.3.91). Le misure d'applicazione di questo regolamento formano oggetto del Regolamento (CEE) n. 2453/92 della Commissione del 31 luglio 1992 (GU n. L 249 del 28 Agosto 1992).

STATO DEI LAVORI DI ARMONIZZAZIONE RELATIVI ALL'ATTUAZIONE DEL MERCATO INTERNO

6. La Commissione ha reso pubblica la sua posizione riguardo all'interpretazione da dare all'articolo 8A; per la Commissione l'articolo 8A costituisce, per le istituzioni comunitarie e per gli stati membri, un successo obbligato in quanto alla soppressione dei controlli alle frontiere. Di conseguenza, il regolamento (CEE) n. 2726/90 deve essere analizzato alla luce di questa interpretazione; in altri termini, a partire dal 1 gennaio 1993, le amministrazioni nazionali non potranno più intervenire alle frontiere intracomunitarie per controllare un qualsiasi documento doganale.
7. La realizzazione dell'articolo 8A passa attraverso l'attuazione del Libro Bianco della Commissione sul compimento del mercato interno (dichiarazione della conferenza intergovernativa). Come lo indica la Commissione stessa, nel suo settimo rapporto sull'attuazione del Libro Bianco, le poche decisioni che restano da prendere non hanno alcuna relazione con la soppressione dei controlli alle frontiere. Le disposizioni d'armonizzazione prese fin qui, sopprimono la giustificazione dell'utilizzo del regime di transito comunitario interno tranne che in alcuni casi particolari (per esempio nel caso di scambi intracomunitari con l'passaggio sopra il territorio dell'EFTA).
8. Nel settore della cooperazione amministrativa, tutto permette di credere che la messa in opera di mezzi telematici alle scadenze stabilite apporterà alle amministrazioni, entro la fine dell'anno, gli strumenti di cooperazione necessari, in particolare nei settori in cui l'applicazione degli atti comunitari rende necessaria tale cooperazione.
9. Per quanto concerne le condizioni di circolazione delle merci alla data del 1° gennaio 1993 e il loro impatto sull'attuazione della riforma del transito comunitario, con particolare riguardo al suo campo d'applicazione, il bilancio, in particolare sul piano legislativo, delle azioni intraprese a livello comunitario è fin d'ora nettamente positivo.

10. Non si può tuttavia escludere che permangano o sorgano delle difficoltà in taluni settori specifici molto limitati, in particolare in termini di funzionamento delle disposizioni adottate per garantire la libera circolazione delle merci.

Quindi, in caso di necessità e nei limiti stabiliti è facile adottare, per un determinato settore, una disposizione ad hoc avvalendosi del regime di transito comunitario interno, in virtù del regolamento (CEE) n° 2726/90. Quest'ultimo verrebbe applicato al caso in oggetto con tutte le sue componenti, in particolare escludendo completamente qualsiasi controllo e formalità al momento dell'attraversamento delle frontiere interne.

In questo contesto, la Commissione ha fin d'ora adottato le disposizioni complementari ai regolamenti n° 2726/90 e 717/91 del Consiglio, in modo da rendere applicabili le disposizioni relative al transito comunitario e al documento amministrativo unico agli scambi di merci con o, tra le parti del territorio doganale della Comunità le quali, in applicazione alle disposizioni specifiche del trattato, sono escluse dalle disposizioni comunitarie in materia di IVA e accise.

Il ricorso a siffatta soluzione, di carattere specifico, presuppone ovviamente che il regolamento n. 2726/90, che ne stabilisce il principio, sia operativo.

CONCLUSIONI:

11. - Gli elementi attualmente disponibili permettono di stabilire che, in particolare sul piano normativo, le condizioni saranno soddisfatte per tempo onde consentire l'effettiva applicazione del regolamento n. 2726/90 il 1° gennaio 1993, senza che sia necessario apportarvi delle modifiche;
- La messa in applicazione di questo regolamento alla data su indicata è d'altronde imperativa per applicare, in particolare, la disposizione che consentirebbe, ricorrendo al regime di transito comunitario, di ovviare ad eventuali difficoltà.

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

SEC(92) 2391 def.

Brussel, 17 december 1992

VERSLAG VAN DE COMMISSIE AAN DE RAAD

inzake de toepassing van Verordening (EEG) nr. 2726/90
van de Raad betreffende communautair douanevervoer



1a

verslag van de Commissie aan de Raad
inzake de toepassing van Verordening (EEG) nr. 2726/90
van de Raad betreffende communautair douanevervoer

INLEIDING

1. In artikel 47, lid 2, van Verordening (EEG) Nr. 2726/90 is bepaald dat "deze verordening voor 1 oktober 1992 door de Raad opnieuw wordt gezien aan de hand van een verslag van de Commissie over de stand van de harmonisatiewerkzaamheden ten aanzien van de bepalingen inzake de totstandbrenging van de interne markt die met het oog op de juiste toepassing van deze verordening noodzakelijk zijn. Het verslag gaat eventueel vergezeld van voorstellen waarover de Raad zich met gekwalificeerde meerderheid van stemmen uitspreekt."
2. Verordening (EEG) Nr. 2726/90 heeft ten doel de douanevoorschriften betreffende het intracommunautaire goederenverkeer in overeenstemming te brengen met de vereisten van de interne markt zoals die uit artikel 8 A van het Verdrag voortvloeien.
3. Met het oog hierop werden door middel van deze verordening een aantal ingrijpende wijzigingen aangebracht in de regeling communautair douanevervoer die, samengevat, neerkomen op het volgende:

A. Toepassingsgebied:

De procedures van het communautaire douanevervoer gelden nog uitsluitend voor het intracommunautaire verkeer van :

1. goederen uit derde landen;
2. communautaire goederen welke zijn gebracht onder een regeling die uitvoer naar een derde land noodzakelijk maakt;
3. communautaire goederen die over het grondgebied van EVA-landen worden verzonden;
4. communautaire goederen die in het handelsverkeer met Spanje en Portugal nog niet voor de volledige afschaffing van de douanerechten of andere in de Toetredingsakte vastgestelde maatregelen in aanmerking komen;
5. communautaire goederen die worden verzonden met toepassing van een communautaire bepaling die uitdrukkelijk in het gebruik van de procedure voor communautair douanevervoer voorziet, meer in het bijzonder in het in punt 10 omschreven geval.

B. Communautair karakter van de goederen

Alle goederen die zich op het grondgebied van de Gemeenschap bevinden worden geacht communautaire goederen te zijn, tenzij wordt vastgesteld dat zulks niet het geval is.

C. Binnengrenzen

Zelfs voor goederen waarvoor de regeling communautair douanevervoer van toepassing blijft (zie onder A) worden bij het overschrijden van de binnengrenzen geen formaliteiten noch controles meer uitgevoerd.

4. De bepalingen ter uitvoering van Verordening (EEG) nr. 2726/90 werden vastgesteld bij Verordening (EEG) nr. 1214/92 van de Commissie van 21 april 1992 (PB. nr. L 132 van 16 mei 1992).

Los van de technische voorschriften in verband met de werking van de procedures voor communautair douanevervoer heeft deze verordening in hoofdzaak ten doel deze procedures op een aantal punten te vereenvoudigen, met name wat het vervoer per spoor, door de lucht, over zee en door leidingen betreft.

5. Tevens zij opgemerkt dat de Raad op 21 maart 1991 Verordening (EEG) nr. 717/91 betreffende het enig document heeft goedgekeurd (PB nr. L 78 van 26.3.91). De uitvoeringsbepalingen van deze verordening zijn neergelegd in Verordening (EEG) nr. 2453/92 van de Commissie van 31 juli 1992 (PB nr. L 249 van 28 augustus 1992).

HUIDIGE STAND VAN DE HARMONISATIEWERKZAAMHEDEN MET HET OOG OP DE VOLTOOIING VAN DE INTERNE MARKT

6. De Commissie heeft haar standpunt met betrekking tot de interpretatie van artikel 8A bekendgemaakt; volgens de Commissie schept artikel 8A een resultaatsverplichting voor de communautaire instellingen en de Lid-Staten betreffende de opheffing van grenscontroles. Verordening (EEG) nr. 2726/90 dient derhalve onderzocht te worden in het licht van deze interpretatie; met andere woorden, met ingang van 1 januari 1993 kunnen de nationale overheden niet meer overgaan tot controle van enig douanedocument aan de intracommunautaire grenzen.
7. De verwezenlijking van artikel 8A geschiedt door middel van de tenuitvoerlegging van het Witboek van de Commissie over de totstandkoming van de Interne Markt (Verklaring van de Intergouvernementele Conferentie). Zoals de Commissie heeft aangegeven in haar 7de Verslag over de tenuitvoerlegging van het Witboek, hebben de enkele beslissingen die nog moeten worden genomen geen enkel verband met het opheffen van de grenscontroles. De getroffen harmonisatiemaatregelen hebben geleid tot het vervallen van elke rechtvaardiging voor het gebruik van de regeling intern communautair douanevervoer behoudens bijzondere gevallen (bijvoorbeeld intracommunautair verkeer met gebruikmaking van het grondgebied van de EVA).
8. Op het gebied van de administratieve samenwerking lijkt alles erop te wijzen dat de tijdige ingebruikneming van telematicasystemen de overheidsdiensten van de Lid-Staten tegen het einde van het jaar de nodige instrumenten voor samenwerking zal verschaffen, vooral in die sectoren waar de communautaire besluiten een dergelijke samenwerking noodzakelijk maken.

9. Wat de omstandigheden betreft waarin met ingang van 1.1.1993 het goederenverkeer zal plaatsvinden en de gevolgen hiervan voor de herziening van het communautaire douanevervoer en met name voor het toepassingsgebied van deze regeling, is de balans reeds ruimschoots positief, in het bijzonder wat de op het niveau van de Gemeenschap genomen wettelijke maatregelen betreft.
10. Niettemin kan niet helemaal worden uitgesloten dat in bepaalde specifieke, zeer beperkte sectoren moeilijkheden blijven bestaan of problemen rijzen, in het bijzonder ten aanzien van de werking van de bepalingen die werden vastgesteld om het vrije verkeer van goederen te garanderen. Daarom staat het een sector vrij in geval van nood en binnen de grenzen welke hij vaststelt, een ad hoc-maatregel te nemen die in het gebruik van de regeling intern communautair douanevervoer voorziet, toepasbaar op grond van Verordening (EEG) nr. 2726/90. Deze regeling zou dan integraal toepassing vinden, d.w.z. met volledige afschaffing van alle controles en formaliteiten bij het overschrijden van de binnengrenzen.

In dit verband heeft de Commissie nu reeds aanvullende bepalingen vastgesteld bij de Verordeningen (EEG) nrs. 2726/90 en 717/91 van de Raad teneinde de bepalingen met betrekking tot het communautair douanevervoer en het enig administratief document toe te passen op het verkeer van goederen met de gedeelten van het douanegebied van de Gemeenschap die, uit hoofde van de specifieke bepalingen van het Verdrag, zijn uitgesloten van de communautaire bepalingen op het terrein van de BTW en accijnzen of tussen deze gedeelten van het douanegebied onderling.

Het spreekt vanzelf dat een dergelijke oplossing alleen maar mogelijk is indien Verordening nr. 2726/90, die hieraan ten grondslag ligt, ten uitvoer wordt gelegd.

CONCLUSIES

11. - Uit de thans beschikbare elementen, met name wat de regelgeving betreft, kan worden geconcludeerd dat Verordening nr. 2726/90 wel degelijk op 1 januari 1993 in werking zal kunnen treden zonder dat daarin wijzigingen behoeven te worden aangebracht;
- Het is overigens absoluut noodzakelijk dat deze verordening op de genoemde datum in werking treedt opdat de bepaling toepassing zou kunnen vinden die de mogelijkheid biedt eventuele moeilijkheden op te lossen door in bepaalde gevallen gebruik te maken van de regeling communautair douanevervoer.

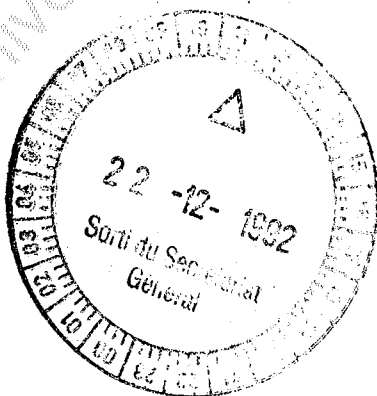
COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

SEC(92) 2391 final

Brussels, 17 December 1992

REPORT FROM THE COMMISSION TO THE COUNCIL

concerning the application of Council Regulation
(EEC) No 2726/90 on Community transit



12

Commission report to the Council
concerning the application of Council Regulation
(EEC) No 2726/90 on Community transit

INTRODUCTION

1. Article 47(2) of Regulation (EEC) No 2726/90 stipulates that "before 1 October 1992, the Council shall review this Regulation on the basis of a progress report from the Commission on the harmonization of provisions on the achievement of the internal market which are necessary for the correct application of this Regulation. The report shall be accompanied by proposals, should there be any, on which the Council shall decide by a qualified majority."
2. Regulation (EEC) No 2726/90 is designed to adapt the customs rules applying to the movement of goods within the Community to the requirements of the single market as laid down in Article 8a of the Treaty.
3. To that end, the Regulation introduces a number of far-reaching changes, the key aspects of which can be summarized as follows:

A. Scope

Community transit procedures are applicable only to the movement within the Community of:

1. non-Community goods;
2. Community goods which are subject to a Community measure requiring their export to a non-Community country;
3. Community goods which are consigned through the territory of one or more EFTA countries;
4. Community goods which, in respect of trade with Spain and Portugal, are not yet covered by the total abolition of customs duties or other measures laid down in the Act of Accession;
5. Community goods, in cases where a Community provision expressly provides for the application of the Community transit procedure and notably in the case described in point 10 below.

B. Community status of goods

All goods moving within the customs territory of the Community shall be deemed to be Community goods unless it is established that they do not enjoy Community status.

C. Internal borders

Formalities and checks are no longer carried out at internal borders, even in respect of goods that are still subject to the Community transit procedure (see point A).

4. The provisions governing the application of Regulation (EEC) No 2726/90 are laid down in Commission Regulation (EEC) No 1214/92 of 21 April 1992 (OJ L 132, 16.5.1992).

In addition to laying down the technical rules governing the operation of Community transit procedures, this Regulation is primarily designed to simplify these procedures for the rail, air, sea and inland waterway transport sectors.

5. On 21 March 1991 the Council adopted Regulation (EEC) No 717/91 concerning the single administrative document (OJ L 78, 26.3.1991). The measures governing the application of this Regulation are laid down in Commission Regulation (EEC) No 2453/92 of 31 July 1992 (O.J. No L 249 of 28 August 1992).

STATE OF PLAY AS REGARDS HARMONIZATION MEASURES CONCERNING THE COMPLETION OF THE SINGLE MARKET

6. The Commission has made public its position on the interpretation of article 8A; for the Commission, Article 8A creates for the Community institutions and the Member States an obligation to abolish controls at frontiers. Therefore, Regulation (EEC) 2726/90 must be analysed in the light of this interpretation. In other words, on 1st January 1993, national administrations will not be able to intervene at intra-Community frontiers for control purposes on any customs document.
7. Article 8A is a direct consequence of the implementation of the Commission white paper on the achievement of the internal market (Declaration of the Inter-Governmental Conference). As the Commission indicated in its 7th report on the implementation of the white paper, the decisions which remain to be taken are not concerned with the abolition of controls at frontiers. The harmonization measures abolish the justification for the use of the internal Community transit procedure except in special cases (for example intra-community movements crossing the territories of EFTA countries).
8. As regards administrative cooperation, the installation of computerized telecommunications on schedule should by the end of the year give the Member States' administrations the tools to cooperate, with priority going to the fields in which the application of Community legislation requires such cooperation.
9. As regards the conditions governing the movement of goods from 1 January 1993, and the impact of these conditions on the implementation of the Community transit reforms, particularly in terms of scope, the situation regarding measures taken at Community level - especially in respect of legislation - is already very positive.

10. Nevertheless, the possibility of problems remaining unsolved or new ones arising in certain very limited sectors cannot be entirely discounted, particularly in terms of the practical application of the provisions adopted with a view to securing the free movement of goods. Then where such action is essential and within limits determined by the sector itself, ad hoc measures could be taken applying the internal Community transit procedure in line with Regulation No 2726/90 to the category in question. The procedure would be applied in its entirety, especially with regard to the total absence of internal border controls and formalities.

In this context the Commission has already adopted some additional provisions to Council Regulations Nos 2726/90 and 717/91 in order to apply the provisions of Community transit and the single administrative document to the movement of goods from and to or between the parts of the customs territory of the Community which pursuant to specific provisions of the treaty, are excluded from Community measures in respect of VAT and Excise.

It goes without saying that the adoption of an ad hoc solution of this kind would require Regulation No 2726/90, which contains the relevant principle, to be operational.

CONCLUSIONS

11. The current indication is that - particularly as regards the legislative framework - all the necessary measures will be in place in time for the implementation of Regulation No 2726/90 to go ahead without amendments on 1 January 1993;

The implementation of this Regulation on the scheduled date is essential, if only to bring into force the clause providing for the ad hoc application of the Community transit procedure to overcome any difficulties that may arise.

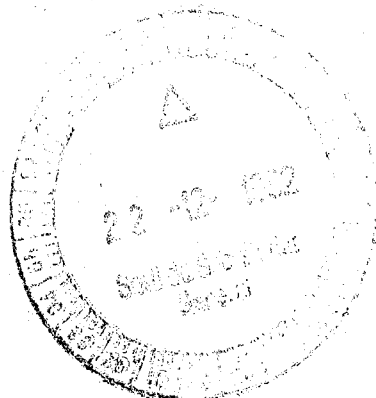
KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

SEK(92) 2391 endelig udg.

Bruxelles, den 17. december 1992

BERETNING FRA KOMMISSIONEN TIL RÅDET

om anvendelsen af Rådets forordning (EØF) nr. 2726/90
om fællesskabsforsendelse



12

rapport fra Kommissionen til Rådet
om anvendelsen af Rådets forordning (EØF) nr. 2726/90
om fællesskabsforsendelse

INDLEDNING

1. Forordning (EØF) nr. 2726/90 foreskriver i artikel 47, stk. 2, at Rådet inden den 1. oktober 1992 tager denne forordning op til fornyet behandling på grundlag af en rapport fra Kommissionen om de hidtil opnåede resultater i forbindelse med harmoniseringen af de bestemmelser vedrørende gennemførelsen af det indre marked, der er nødvendige for en tilfredsstillende anvendelse af denne forordning. Rapporten skal ledsages af eventuelle forslag, som Rådet træffer afgørelse om med kvalificeret flertal.
2. Forordningens formål er at tilpasse toldreglerne for varebevægelser inden for Fællesskabet, til de nye forhold på det indre marked som omhandlet i Traktatens artikel 8 A.
3. Derfor er der ved denne forordning indført nogle gennemgribende ændringer af proceduren for fællesskabsforsendelse, hvoraf de væsentligste er:

A. Anvendelsesområde

Reglerne for fællesskabsforsendelse finder nu kun anvendelse på forsendelse inden for Fællesskabet af:

- 1° varer fra tredjelande,
- 2° fællesskabsvarer, som omfattes af en foranstaltning, der kræver, at de udføres til et tredjeland,
- 3° fællesskabsvarer, som forsendes gennem et eller flere EFTA-landes område,
- 4° fællesskabsvarer, for hvilke tolden eller andre foranstaltninger i henhold til tiltrædelsesakten endnu ikke er fuldstændig afskaffet inden for samhandelen med Spanien og Portugal,
- 5° fællesskabsvarer, som forsendes i tilfælde, hvor det i en fællesskabsbestemmelse udtrykkeligt er fastsat, at proceduren for fællesskabsforsendelse skal anvendes, og navnlig i de i punkt 10 omhandlede tilfælde.

B. Varers status som fællesskabsvarer

Alle varer, der forsendes inden for Fællesskabets toldområde, anses for at være fællesskabsvarer, medmindre det er fastslået, at de ikke har status som sådanne.

C. Indre grænser

Selv hvor reglerne om fællesskabsforsendelse fortsat finder anvendelse (jf. punkt A), afskaffes formaliteter eller kontrol ved de indre grænser.

4. Gennemførelsesbestemmelserne til forordning (EØF) nr. 2726/90 er fastsat i Kommissionens forordning (EØF) nr. 1214/92 af 21. april 1992 (EFT nr. L 132 af 16. maj 1992).

Sidstnævnte forordning indeholder dels de praktiske forskrifter, for hvordan reglerne for fællesskabsforsendelse skal anvendes, dels – og ikke mindst – en række forenklinger af disse regler, især for så vidt angår transport med jernbane, ad luftvejen, ad søvejen og gennem rørledninger.

5. Endvidere vedtog Rådet den 21. marts 1991 en forordning om det administrative enhedsdokument ((EØF) nr. 717/91, EFT nr. L 78 af 26. marts 1991). Gennemførelsesforanstaltningerne hertil er fastsat i en Kommissionens forordning (EØF) nr. 2453/92 af 31. juli 1992. (EFT nr. L 249 af 28.08.1992).

STATUS OVER HARMONISERINGEN VEDRØRENDE GENNEMFØRELSEN AF DET INDRE MARKED

6. Kommissionen har offentliggjort sit standpunkt vedrørende fortolkningen af artikel 8 A. Det er Kommissionens opfattelse, at artikel 8 A skaber en forpligtelse for Fællesskabets institutioner og medlemsstaterne til at afskaffe kontrol ved grænserne. Forordning (EØF) nr. 2726/90 må derfor analyseres i lyset af denne fortolkning. Med andre ord vil de nationale myndigheder fra den 1. januar 1993 ikke kunne intervenere ved Fællesskabets indre grænser med henblik på kontrol af et hvilket som helst tolddokument.
7. Artikel 8 A er en direkte konsekvens af gennemførelsen af Kommissionens hvidbog om gennemførelsen af det indre marked (erklæring fra den interne regeringskonference). Som Kommissionen tilkendegav i sin 7. rapport om gennemførelsen af hvidbogen, vedrører de beslutninger, der mangler at blive taget, ikke afskaffelsen af kontrollen ved grænserne. Harmoniseringsforanstaltningerne afskaffer berettigelsen for brugen af fællesskabsforsendelse, undtagen i særlige tilfælde (for eksempel fællesskabsforsendelser, der forsendes gennem EFTA-landenes områder).
8. Hvad angår det administrative samarbejde, synes alt at tale for, at tidsplanen for iværksættelse af telematik systemerne vil blive overholdt, således at myndighederne inden årets udgang har de fornødne samarbejdsfaciliteter, især inden for de områder, hvor anvendelsen af EF-forskrifterne fordrer et sådant samarbejde.

9. De betingelser for varebevægelser, der skal gælde fra den 1. januar 1993, og som har betydning for, om reformen for fællesskabsforsendelse kan gennemføres – navnlig hvilket anvendelsesområde den kan dække – er allerede nu i vid udstrækning til stede, idet EF-bestemmelserne er vedtaget.
10. Fortsatte eller nye vanskeligheder i enkelte meget begrænsede sektorer kan dog ikke fuldstændigt udelukkes i særdeleshed hvor det drejer sig om, hvordan bestemmelserne for at sikre fri bevægelighed for varer skal anvendes. Følgelig kan der om nødvendigt træffes en ad hoc-beslutning om, at proceduren for intern fællesskabsforsendelse skal benyttes i medfør af forordning nr. 2726/90 for en given sektor med bestemte begrænsninger. I sådanne tilfælde skal alle procedures elementer anvendes, og der må navnlig ikke gennemføres nogen form for kontrol eller formaliteter ved de indre grænser.

I denne forbindelse har Kommissionen allerede vedtaget en række tilfølgelsesbestemmelser til Rådets forordninger nr. 2726/90 og nr. 717/91 for at opfylde bestemmelserne om fællesskabsforsendelse og det administrative enhedsdokument ved forsendelse af varer fra og til eller mellem steder inden for Fællesskabets toldområde, der i følge særlige bestemmelser i Traktaten er undtaget fra fællesskabsforanstaltninger med hensyn til moms og punktafgifter.

En sådan punktuell løsning forudsætter naturligvis, at forordning nr. 2627/90, hvor den er hjemlet, er bragt i anvendelse.

KONKLUSIONER:

11. Den nuværende situation giver grundlag for at antage, at de normative forudsætninger er til stede, således at forordning nr. 2726/90 kan være bragt i anvendelse den 1. januar 1993 uden nogen ændringer.

Det er en absolut nødvendighed, at forordningen er bragt i anvendelse fra denne dato, især fordi der kan blive behov for den bestemmelse, der giver mulighed for punktuell anvendelse af proceduren for fællesskabsforsendelse til at imødegå eventuelle vanskeligheder.

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

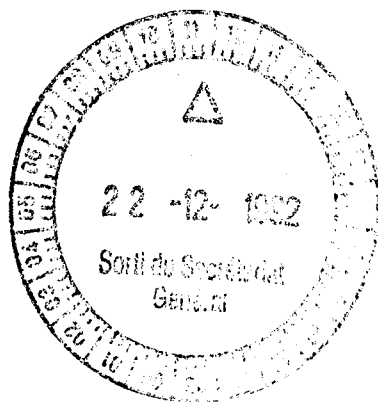
ΕΚ(92) 2391 τελικό

Βρυξέλλες, 17 Δεκεμβρίου 1992

ΕΚΘΕΣΗ ΤΗΣ ΕΠΙΤΡΟΠΗΣ ΣΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ

Ισχυτικά

με τη θέση σε εφαρμογή του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2726/90
του Συμβουλίου περί κοινοτικής διαμετακόμισης



έκθεσης της Επιτροπής προς το Συμβούλιο σχετικά
με τη θέση σε εφαρμογή του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2726/90
του Συμβουλίου περί κοινοτικής διαμετακόμισης

ΕΙΣΑΓΩΓΗ

1. Το άρθρο 47, παράγραφος 2 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2726/90 προβλέπει ότι το Συμβούλιο προβαίνει πριν από την 01.10.1992 στην επανεξέταση του εν λόγω κανονισμού βάσει έκθεσης της Επιτροπής σχετικά με την κατάσταση των εργασιών στον τομέα της εναρμόνισης των διατάξεων που αφορούν την υλοποίηση της εσωτερικής αγοράς, οι οποίες απαιτούνται για την ορθή εφαρμογή του εν λόγω κανονισμού. Η έκθεση συνοδεύεται, ενδεχομένως, από κατάλληλες προτάσεις, σχετικά με τις οποίες το Συμβούλιο αποφασίζει με ειδική πλειοψηφία.
2. Ο κανονισμός (ΕΟΚ) αριθ. 2726/90 έχει ως αντικείμενο την προσαρμογή των τελωνειακών διατάξεων που εφαρμόζονται στην κυκλοφορία των εμπορευμάτων εντός της Κοινότητας στις επιταγές της ενιαίας αγοράς, όπως αυτές απορρέουν από το άρθρο 8 Α της συνθήκης.
3. Για την υλοποίηση του στόχου αυτού, ο εν λόγω κανονισμός επέφερε στο καθεστώς κοινοτικής διαμετακόμισης ορισμένες ουσιαστικές τροποποιήσεις, οι οποίες μπορούν, σε γενικές γραμμές, να συνοψισθούν ως εξής:

Α. Πεδίο εφαρμογής:

Οι διαδικασίες κοινοτικής διαμετακόμισης εφαρμόζονται πλέον μόνο στην κυκλοφορία εντός της Κοινότητας:

- 1ον των μη κοινοτικών εμπορευμάτων·
- 2ον των εμπορευμάτων που, μολονότι είναι κοινοτικά, αποτελούν αντικείμενο μέτρου που καθιστά αναγκαία την εξαγωγή τους σε τρίτη χώρα·
- 3ον των κοινοτικών εμπορευμάτων που αποστέλλονται από ένα σημείο της Κοινότητας σε άλλο διαμέσου μιας ή περισσότερων χωρών ΕΖΕΣ·
- 4ον των κοινοτικών εμπορευμάτων για τα οποία, κατά τις συναλλαγές με την Ισπανία και την Πορτογαλία, δεν ισχύει ακόμη η πλήρης κατάργηση

δασμών ή άλλων μέτρων που προβλέπονται από την πράξη προσχώρησης

- 5ον των κοινοτικών εμπορευμάτων η αποστολή των οποίων εμπίπτει στις περιπτώσεις για τις οποίες κοινοτική διάταξη προβλέπει ρητώς την εφαρμογή της διαδικασίας κοινοτικής διαμετακόμισης και ιδίως στην περίπτωση που αναφέρεται κατωτέρω στο σημείο 10.

Β. Κοινοτικός χαρακτήρας των εμπορευμάτων

Όλα τα εμπορεύματα που κυκλοφορούν εντός του τελωνειακού εδάφους της Κοινότητας θεωρούνται ως κοινοτικά, εκτός αν αποδειχθεί ότι δεν έχουν κοινοτικό χαρακτήρα.

Γ. Εσωτερικά σύνορα

Ακόμη και για τα εμπορεύματα για τα οποία εφαρμόζεται ακόμη το καθεστώς κοινοτικής διαμετακόμισης (βλέπε περίπτωση Α ανωτέρω), δεν τηρούνται πλέον διατυπώσεις, ούτε διενεργούνται έλεγχοι κατά τη διέλευση των εσωτερικών συνόρων.

4. Οι διατάξεις σχετικά με την εφαρμογή του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2726/90 θεσπίστηκαν με τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1214/92 της Επιτροπής της 21ης Απριλίου 1992 (ΕΕ αριθ. L 132 της 16ης Μαΐου 1992).

Ανεξαρτήτως των τεχνικών κανόνων που σχετίζονται με τη λειτουργία των διαδικασιών του καθεστώτος κοινοτικής διαμετακόμισης, ο προαναφερθείς κανονισμός αποσκοπούσε κυρίως στο να επιφέρει ορισμένες απλοποιήσεις στις εν λόγω διαδικασίες, κυρίως όσον αφορά τις σιδηροδρομικές, αεροπορικές και θαλάσσιες μεταφορές και τις μεταφορές μέσω καναλιών.

5. Αξίζει να σημειωθεί επίσης ότι το Συμβούλιο υιοθέτησε την 21η Μαρτίου 1991, τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 717/91 σχετικά με το ενιαίο διοικητικό έγγραφο (ΕΕ αριθ. L 78 της 26.03.91). Τα μέτρα εφαρμογής του κανονισμού αυτού αποτελούν αντικείμενο του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2453/92 της Επιτροπής της 31ης Ιουλίου 1992 (ΕΕ αριθ. L 249 της 28ης Αυγούστου 1992).

ΤΡΕΧΟΥΣΑ ΚΑΤΑΣΤΑΣΗ ΤΩΝ ΕΡΓΑΣΙΩΝ ΣΤΟΝ ΤΟΜΕΑ ΤΗΣ ΕΝΑΡΜΟΝΙΣΗΣ ΤΩΝ ΔΙΑΤΑΞΕΩΝ ΠΟΥ ΑΦΟΡΟΥΝ ΤΗΝ ΥΛΟΠΟΙΗΣΗ ΤΗΣ ΕΣΩΤΕΡΙΚΗΣ ΑΓΟΡΑΣ

6. Η Επιτροπή γνωστοποίησε τη θέση της σχετικά με την ερμηνεία που πρέπει να δίδεται στο άρθρο 8Α· σύμφωνα με τη γνώμη της Επιτροπής, το άρθρο 8Α δημιουργεί, για τα κράτη μέλη και τα κοινοτικά όργανα, υποχρέωση αποτελεσμάτων όσον αφορά την κατάργηση των ελέγχων στα σύνορα. Από τώρα και στο εξής ο κανονισμός (ΕΟΚ)

αριθ. 2726/90 πρέπει να αναλύεται υπό το πρίσμα αυτής της ερμηνείας· με άλλα λόγια από την 1η Ιανουαρίου 1993 οι εθνικές διοικήσεις δεν θα μπορούν πλέον να παρεμβαίνουν στα ενδοκοινοτικά σύνορα με σκοπό να ελέγξουν οποιοδήποτε τελωνειακό έγγραφο.

7. Η υλοποίηση του άρθρου 8Α εξαρτάται από την εφαρμογή της Λευκής βίβλου της Επιτροπής για την ολοκλήρωση της εσωτερικής αγοράς (Δήλωση της ενδοκυβερνητικής σύσκεψης). Όπως υπέδειξε η Επιτροπή στην 7η έκθεση της σχετικά με την υλοποίηση της Λευκής βίβλου οι όποιες αποφάσεις δεν έχουν ακόμη ληφθεί δεν έχουν καμία σχέση με την κατάργηση των ελέγχων στα σύνορα. Οι θεσπισθείσες διατάξεις εναρμόνισης καταργούν, εκτός ορισμένων εξαιρέσεων, την αιτία ύπαρξης του ενιαίου εγγράφου (π.χ. ενδοκοινοτικές συναλλαγές μέσω του εδάφους των χωρών ΕΖΕΣ).
8. Στον τομέα της συνεργασίας των διοικητικών υπηρεσιών, η όλη κατάσταση επιτρέπει την εκτίμηση ότι η θέση σε λειτουργία μέσω τηλεματικής εντός των προβλεπόμενων προθεσμιών, θα θέσει μέχρι τα τέλη του έτους στη διάθεση των διαφόρων διοικητικών υπηρεσιών τα απαραίτητα μέσα συνεργασίας, κατά προτεραιότητα στους τομείς στους οποίους η εφαρμογή των κοινοτικών διατάξεων καθιστά αναγκαία τη συνεργασία αυτή.
9. Όσον αφορά τις συνθήκες της κυκλοφορίας εμπορευμάτων μετά την 01.01.1993 και τις συνέπειές τους στην υλοποίηση της αναμόρφωσης του καθεστώτος κοινοτικής διαμετακόμισης, ιδιαίτερα όσον αφορά το πεδίο εφαρμογής του, ο απολογισμός, ιδίως στον τομέα της θέσπισης νομοθετικών μέτρων σε κοινοτικό επίπεδο, είναι ήδη θετικός σε πολύ μεγάλο βαθμό.
10. Δεν μπορούμε ωστόσο να αποκλείσουμε εντελώς το ενδεχόμενο ότι μπορεί να εξακολουθούν να υπάρχουν ή να προκύψουν προβλήματα σε συγκεκριμένους πολύ περιορισμένους τομείς, ιδίως όσον αφορά τη λειτουργία των διατάξεων που θεσπίστηκαν για να εξασφαλίσουν την ελεύθερη κυκλοφορία των εμπορευμάτων.

Κατά συνέπεια, είναι θεμιτό να λάβει ένας συγκεκριμένος τομέας, σε περίπτωση ανάγκης και εντός των ορίων που θέτει, ένα μέτρο ad-hoc για τη χρησιμοποίηση του ενιαίου διοικητικού εγγράφου με βάση τις διατάξεις του Κανονισμού αριθ. 2726/91.

Στα πλαίσια αυτά η Επιτροπή έχει ήδη από τώρα υιοθετήσει τις διατάξεις που συμπληρώνουν τους κανονισμούς αριθ. 2726/90 και 717/91 του Συμβουλίου ώστε να καταστεί δυνατή η εφαρμογή των διατάξεων των σχετικών με την κοινοτική διαμετακόμιση και το ενιαίο διοικητικό έγγραφο στις ανταλλαγές εμπορευμάτων είτε με τα τμήματα του τελωνειακού εδάφους της Κοινότητας τα οποία, κατ'εφαρμογήν των ειδικών διατάξεων της συνθήκης, εξαίρονται από τις κοινοτικές διατάξεις περί ΦΠΑ και ειδικών φόρων κατανάλωσης είτε μεταξύ των συγκεκριμένων αυτών τμημάτων του τελωνειακού εδάφους.

Φυσικά η προσφυγή σε μία τέτοια ειδική λύση προϋποθέτει ότι ο κανονισμός αριθ. 717/91, που περιέχει την εν λόγω αρχή, βρίσκεται εν λειτουργία.

ΣΥΜΠΕΡΑΣΜΑΤΑ:

- 11 - Τα στοιχεία που υπάρχουν σήμερα επιτρέπουν την εκτίμηση ότι, στον κανονιστικό τομέα ειδικότερα, θα συγκεντρωθούν στον κατάλληλο χρόνο οι προϋποθέσεις για την αποτελεσματική εφαρμογή του κανονισμού αριθ. 2726/90 την 1η Ιανουαρίου 1993, χωρίς να παραστεί ανάγκη να υποστεί αυτός τροποποιήσεις.
- Η θέση σε εφαρμογή του εν λόγω κανονισμού στην προαναφερθείσα ημερομηνία επιβάλλεται, εξάλλου, κατά τρόπο επιτακτικό, ιδίως για να τεθεί σε ισχύ η διάταξη η οποία θα επιτρέπει, χάρη στην εφαρμογή σε ειδικές περιπτώσεις του καθεστώτος κοινοτικής διαμετακόμισης, την αντιμετώπιση ενδεχόμενων δυσχερειών.

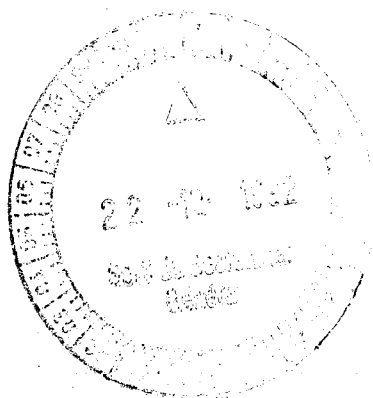
COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

SEC(92) 2391 final

Bruselas, 17 de diciembre de 1992

INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO

relativo a la aplicación del Reglamento (CEE) n° 2726/90
del Consejo relativo al tránsito comunitario



Informe de la Comisión al Consejo
relativo a la aplicación del Reglamento (CEE) n° 2726/90
del Consejo relativo al tránsito comunitario

INTRODUCCION

1. El apartado 2 del artículo 47 del Reglamento (CEE) n° 2726/90 establece que el Consejo procederá, antes del 1.10.1992, a un nuevo examen de ese Reglamento, basándose en un informe de la Comisión relativo a la marcha de los trabajos de armonización de las disposiciones sobre la realización del mercado interior necesarias para la correcta aplicación de dicho Reglamento. El informe irá, eventualmente, acompañado de propuestas, sobre las que el Consejo se pronunciará por mayoría cualificada.
2. El Reglamento (CEE) n° 2726 tiene por objeto adaptar las normas aduaneras aplicables a la circulación intracomunitaria de mercancías a los imperativos del mercado único, tal como se derivan del artículo 8A del Tratado.
3. Para alcanzar este objetivo, el Reglamento citado ha introducido en el régimen del tránsito comunitario cierto número de reformas profundas que pueden esquematizarse esencialmente de la siguiente manera:

A. Campo de aplicación:

Los procedimientos del tránsito comunitario son aplicables sólo para la circulación intracomunitaria de:

- 1° las mercancías de terceros países;
- 2° las mercancías comunitarias que sean objeto de una medida que requiera su exportación con destino a un tercer país;
- 3° las mercancías comunitarias que se expidan pasando por el territorio de los países de la AELC;
- 4° las mercancías comunitarias que, en los intercambios con España y Portugal, no se beneficien todavía de la eliminación total de los derechos de aduana o de otras medidas previstas en el Acta de adhesión;

5. las mercancías comunitarias expedidas en casos en los que una disposición comunitaria haya previsto expresamente la aplicación del procedimiento de tránsito comunitario y, especialmente en el caso descrito en el punto 10 a continuación.

B. Carácter comunitario de las mercancías

Todas las mercancías que circulen dentro del territorio de la Comunidad se considerarán comunitarias, salvo si se establece que no poseen ese carácter.

C. Fronteras interiores

Incluso en el caso de las mercancías a las que sigue siendo aplicable el tránsito comunitario (véase la letra A), no se efectuarán formalidades ni controles cuando franqueen las fronteras interiores.

4. Las disposiciones relativas a la aplicación del Reglamento (CEE) n° 2726/90 han sido adoptadas por el Reglamento (CEE) n° 1214/92 de la Comisión de 21 de abril de 1992 (DO n° L 132 de 16 de mayo de 1992).

Independientemente de las normas técnicas ligadas al funcionamiento de los procedimientos del tránsito comunitario, este Reglamento está destinado principalmente a introducir cierto número de simplificaciones en estos procedimientos, especialmente para los transportes por ferrocarril, aéreos, marítimos y por canalizaciones.

5. Conviene señalar asimismo que el Consejo adoptó el 21 de marzo de 1991 el Reglamento (CEE) n° 717/91 relativo al documento único administrativo (DO n° L 78 de 26.3.91). Las medidas de aplicación de este Reglamento son objeto del Reglamento (CEE) n° 2453/92 de la Comisión de fecha 31 de julio de 1992 (DO n° L 249 de 28.8.1992).

SITUACION ACTUAL DE LOS TRABAJOS DE ARMONIZACION RELATIVOS A LA REALIZACION DEL MERCADO INTERIOR

6. La Comisión ha hecho pública su postura sobre la interpretación que hay que dar al artículo 8A; para la Comisión, el artículo 8A crea una obligación de resultado de las instituciones comunitarias y de los Estados miembros en cuanto a la supresión de los controles en las fronteras. Así pues, el Reglamento (CEE) n° 2726/90 deberá analizarse a la luz de dicha interpretación; dicho en otros términos, el 1 de enero de 1993 las administraciones nacionales no podrán intervenir ya más en las fronteras intracomunitarias para controlar un documento aduanero.

7. La realización del artículo 8A pasa por la puesta en marcha del Libro blanco de la Comisión sobre la consecución del mercado interior (Declaración de la Conferencia Intergubernamental). Como la Comisión lo ha indicado en su 7 informe sobre la puesta en marcha del Libro blanco, las decisiones que aún quedan por tomar no tienen ninguna relación con la supresión de los controles en las fronteras. Las disposiciones de armonización tomadas suprimen la justificación del uso del régimen de tránsito comunitario interno, salvo en casos particulares (por ejemplo intercambios intracomunitarios cruzando territorio de la AELC).
8. En el ámbito de la cooperación administrativa, todo permite considerar que la utilización de medios telemáticos en los plazos necesarios aportará a las administraciones, de aquí a finales de año, los instrumentos de cooperación, de forma prioritaria en los sectores en los que la aplicación de los actos comunitarios exige esta cooperación.
9. Respecto a las condiciones de circulación de las mercancías a partir del 1.1.1993 y su impacto sobre la ejecución de la reforma del tránsito comunitario, especialmente en relación con el campo de aplicación de éste, el balance, sobre todo en el plano legislativo de las actuaciones iniciadas a nivel comunitario, es ya enormemente positivo.
10. No se puede excluir totalmente, sin embargo, que subsistan o aparezcan dificultades en algunos sectores específicos muy concretos, fundamentalmente en términos de funcionamiento de la disposiciones adoptadas para asegurar la libre circulación de las mercancías. Por consecuencia, es posible, para un sector determinado, tomar, en caso de necesidad y dentro de los límites que determine, una medida ad hoc que recurra a la utilización del régimen de tránsito comunitario interno, aplicable en virtud del Reglamento 2726/90. Este se aplicaría al caso especial, en todos sus elementos y, especialmente, excluyendo totalmente todos los controles y formalidades al cruzar las fronteras interiores.

En dicho contexto la Comisión ha adoptado ya las disposiciones complementarias a los reglamentos no 2726/90 y 717/91 del Consejo con el fin de que sean aplicables las disposiciones relativas al tránsito comunitario y al documento único administrativo en los intercambios de mercancías con las partes del territorio aduanero de la Comunidad que, en aplicación de las disposiciones particulares del Tratado, están excluidas de las disposiciones comunitarias en materia de IVA y de impuestos especiales o entre esas partes del territorio aduanero.

Evidentemente, para recurrir a esta solución de carácter puntual, hay que suponer que el Reglamento 2726/90, que incluye el principio, será operativo.

CONCLUSIONES

11. - Los elementos disponibles actualmente permiten considerar que, especialmente en el plano normativo, se reunirán las condiciones a tiempo para permitir la aplicación efectiva del Reglamento n° 2726/90 a partir del 1 de enero de 1993, sin que sea necesario introducir modificaciones en él;
- La aplicación de dicho Reglamento en esa fecha se impone, por otra parte, de forma imperativa para que sea vigente la disposición que permitirá, recurriendo puntualmente al régimen de tránsito comunitario, paliar eventuales dificultades.

Historical Archives of the European Commission

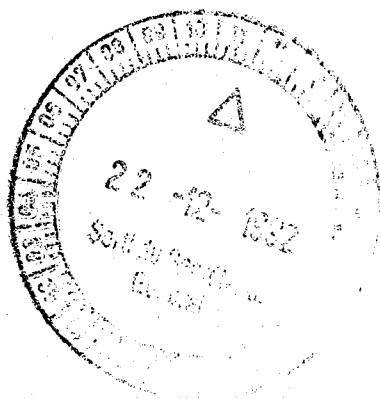
COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

EC(92) 2391 final

Bruxelas, 17 de Dezembro de 1992

RELATÓRIO DA COMISSÃO AO CONSELHO

relativo à aplicação do Regulamento (CEE) no 2726/90
relativo ao trânsito comunitário



10.

relatório da Comissão ao Conselho
relativo à aplicação do Regulamento (CEE) no 2726/90
relativo ao trânsito comunitário

INTRODUÇÃO

1. O nº 2 do artigo 47º do Regulamento (CEE) nº 2726/90 prevê que o Conselho proceda, antes de 1.10.1992, ao reexame deste regulamento, com base no relatório da Comissão sobre o estado dos trabalhos de harmonização das disposições relativas à realização do mercado interno necessárias para uma boa aplicação do referido regulamento. O relatório inclui eventuais propostas sobre as quais o Conselho se deverá pronunciar por maioria qualificada.
2. O Regulamento (CEE) nº 2726/90 tem por objectivo a adaptação das regras aduaneiras aplicáveis à circulação intracomunitária das mercadorias aos imperativos do Mercado Único tal como decorrem do artigo 8ºA do Tratado.
3. Com vista à realização deste objectivo, o regulamento introduziu no regime do trânsito comunitário um certo número de reformas profundas que podem ser, essencialmente, esquematizadas da seguinte forma :

A. Domínio de aplicação :

Os procedimentos do trânsito comunitário aplicam-se unicamente à circulação intracomunitária :

- 1º das mercadorias de países terceiros;
- 2º das mercadorias comunitárias que foram objecto de uma medida que exija a sua exportação com destino a um país terceiro;
- 3º das mercadorias comunitárias que atravessem os territórios dos países da AECL;
- 4º das mercadorias comunitárias que, nas trocas com Espanha e Portugal, não beneficiem ainda da eliminação total dos direitos aduaneiros ou de outras medidas previstas pelo Acto de Adesão;
- 5º das mercadorias comunitárias expedidas em casos em que uma disposição comunitária preveja expressamente a aplicação do procedimento do trânsito comunitário e, designadamente no caso referido no ponto 10.

B. Carácter comunitário das mercadorias

Todas as mercadorias que circulam no interior do território da Comunidade são consideradas comunitárias excepto se for estabelecido que não possuem um carácter comunitário.

C. Fronteiras internas

Mesmo no que se refere às mercadorias relativamente às quais o trânsito comunitário continua a ser aplicável (ver A) não são efectuadas, durante a passagem das fronteiras internas, formalidades nem controlos.

4. As disposições relativas à aplicação do Regulamento (CEE) nº 2726/90 foram adoptadas pelo Regulamento (CEE) nº 1214/92 da Comissão de 21 de Abril de 1992 (JO nº L 132 de 16 de Maio de 1992).

Independentemente das regras técnicas relativas ao funcionamento dos procedimentos do trânsito comunitário, este regulamento procurou principalmente introduzir um certo número de simplificações no que se refere a estes procedimentos, nomeadamente no domínio dos transportes ferroviários, aéreos marítimos e por canalização (conduta).

5. É de referir igualmente que o Conselho adoptou, em 21 de Março de 1991, o Regulamento (CEE) nº 717/91 relativo ao documento administrativo único (JO nº L 78 de 26.3.91). As medidas de aplicação deste regulamento são objecto do Regulamento (CEE) nº 2453/92 da Comissão de 31 de Julho de 1992 (JO nº L 249 de 28.8.1992).

ACTUAL SITUAÇÃO DOS TRABALHOS DE HARMONIZAÇÃO RELATIVOS À REALIZAÇÃO DO MERCADO INTERNO

6. A Comissão tornou pública a sua posição acerca da interpretação a dar ao artigo 8ºA; para a Comissão, o artigo 8ºA cria para as instituições comunitárias e para os Estados-membros uma obrigação de resultado relativamente à supressão de controlos nas fronteiras. Desde modo, o Regulamento (CEE) nº 2726/90 deve ser analisado à luz dessa interpretação; por outros termos, em 1 de Janeiro de 1993, as administrações nacionais deixarão de poder intervir nas fronteiras intracomunitárias para controlar qualquer documento aduaneiro.
7. A realização do artigo 8ºA passa pela execução do Livro Branco da Comissão sobre a realização do mercado interno (Declaração da Conferência intergovernamental). Tal como a Comissão já havia indicado no seu 7º relatório sobre a execução do Livro Branco, as poucas decisões que resta tomar não têm nenhuma relação com a supressão de controlos nas fronteiras. As disposições de harmonização tomadas suprimem a justificação da utilização do regime do trânsito comunitário interno, salvo em casos particulares (por ex.: trocas intra-comunitárias com travessia do território da AECL).
8. No domínio da cooperação administrativa tudo leva a crer que a aplicação dos meios telemáticos nos prazos necessários permitirá às administrações, até ao final do ano, disporem de instrumentos de cooperação, prioritariamente nos sectores em que a aplicação dos actos comunitários exige essa cooperação.
9. No que se refere às condições da circulação das mercadorias a partir de 1.1.1993 e do seu impacto sobre a aplicação da reforma do trânsito comunitário, nomeadamente no que respeita ao campo de aplicação do mesmo, o balanço, nomeadamente no plano legislativo das acções iniciadas a nível comunitário, é desde já muito positivo.

10. Não devem no entanto ser totalmente excluídas as dificuldades que subsistem ainda ou vão surgindo em certos sectores específicos bem limitados, especialmente em termos de funcionamento das disposições adoptadas com vista a assegurar a livre circulação das mercadorias. Por conseguinte, é lícito que um determinado sector adopte, em caso de necessidade e dentro dos limites que determina, uma medida "ad hoc", recorrendo à utilização do regime de trânsito comunitário interno aplicável, nos termos do Regulamento nº 2726/90. Este último aplicar-se-ia aos casos em apreço de acordo com todas as suas componentes e, em especial, com exclusão total de todos os controlos e formalidades aquando da passagem das fronteiras internas.

Nesse contexto, a Comissão já adoptou entretanto as disposições complementares dos regulamentos nos 2726/90 e 717/91 do Conselho a fim de tornar as disposições relativas ao trânsito comunitário e ao documento administrativo único aplicáveis às trocas de mercadorias com as partes do território aduaneiro da Comunidade que, em aplicação de disposições específicas do Tratado, são excluídas das disposições comunitárias em matéria de IVA e de impostos especiais de consumo ou entre essas partes do território aduaneiro.

É evidente que o recurso a uma tal solução de natureza pontual pressupõe que o Regulamento nº 2726/90, que estabelece este princípio, esteja operacional.

CONCLUSÕES

11. - Os elementos actualmente disponíveis permitem considerar que, nomeadamente no plano normativo, sejam preenchidas, em tempo útil, as condições necessárias para permitir a aplicação efectiva do Regulamento nº 2726/90 em 1 de Janeiro de 1993, sem que seja necessário introduzir-lhe modificações;
- A aplicação deste regulamento na data referida impõe-se aliás de forma imperativa com vista nomeadamente à entrada em vigor da disposição que permitirá, através do recurso pontual ao regime do trânsito comunitário, atenuar eventuais dificuldades.